

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

L'offensive continue

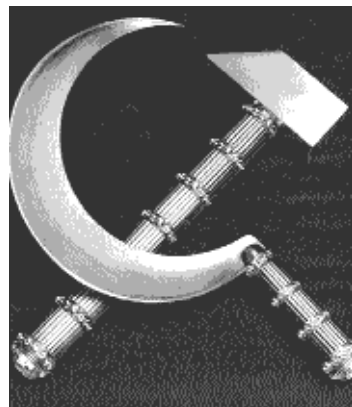
Seattle ou pas, la marchandisation du monde est en marche sous la pression "libérale" : toutes les activités humaines, y compris celles qui devraient, par nature, être libres, sont attaquées par ce cancer. En janvier dernier, nous avons appris la fusion effrayante AOL/Time Warner dont l'enjeu est la mainmise sur l'information, la déviation de la culture, et une surveillance permanente digne de Big Brother¹. Les regroupements dans ces domaines ont continué, ils s'organisent et s'étendent encore. La marchandisation du monde se fait malgré les citoyens parce que, dans un système d'économie capitaliste, les décisions essentielles sont imposées par la finance.

C'est ce que constate avec courage V. Forrester dans son dernier livre. Son courage s'arrête là puisqu'elle refuse d'envisager une sortie du système, mais il lui en a fallu déjà beaucoup pour dénoncer une idéologie qui, niant la réalité ou se berçant d'illusions, est portée par toute la puissance des médias à sa solde. Dans une émission récente de *Bouillon de culture*, Bernard Pivot lui a opposé quelques porte-parole de cette idéologie, dont la suffisance égalait la mauvaise foi. L'un soutenait avec une conviction bien étudiée que l'actionnariat salarié était la panacée parce qu'il allait donner aux citoyens le pouvoir de décision économique (tant pis pour ceux, et ils sont la majorité, qui ne peuvent économiser) : leurs décisions seront sûrement de renoncer aux profits qu'ils en attendent et, évidemment, d'amener les entreprises à se soucier des déshérités ! Le second, avec encore plus de suffisance, a manifesté son mépris pour quelqu'un qui, n'étant pas économiste, prétendait être capable de faire un constat en la matière. Enfin le troisième, fort, lui aussi, de sa science, affirma qu'il ne faut voir dans le progrès que son bon côté, s'extasier sur tout ce qu'il a apporté, et être certain que le progrès technique se transforme automatiquement (toujours la main invisible du marché !) en progrès social bien partagé. Même aidée de José Bové, qui a montré qu'il a les pieds sur terre, et d'un économiste américain lui apportant son témoignage, la voix de V. Forrester a été étouffée : ne pas avoir l'habitude de parler devant les caméras, c'est la preuve que ce qu'on dénonce est faux.

Pourtant, il suffit d'ouvrir n'importe quel journal d'informations pour découvrir de nouvelles machinations. Par exemple, le dévoiement des radios libres musicales : celles-ci vendent maintenant les disques qu'elles se contentaient de diffuser et ne diffuseront bientôt plus que les disques qu'elles produiront et vendront avec assez de profit². Ou bien, l'industrialisation de l'édition : un éditeur américain André Schiffrin³, décrit ce qui nous attend avec la transformation de l'édition, où la rentabilité normale était de 3 à 4 %, ce qui permettait à de nombreuses librairies indépendantes de proposer de nombreux titres, variés, des éditions scientifiques, des éditions d'art, etc. Désormais, c'est une rentabilité de 15 % qu'exigent les quelques grands groupes internationaux qui contrôlent le commerce des livres, ils ne proposent donc que des ouvrages pour grand public, c'est la censure "libérale" de tous les essais, de toute pensée sortant des normes, de toute enquête scientifique un peu sérieuse, bref de toute diversité culturelle. Tel est l'enjeu du combat mené pour la défense du prix unique. La mondialisation libérale qui est en marche est aussi bel et bien la globalisation de la pensée, uniformisée et contrôlée par la rentabilité.

Cela va très loin avec l'offensive juridique lancée au sein de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle pour renforcer les droits de propriétaires (littéraires, artistiques, scientifiques, etc.) afin de leur assurer, là aussi, un "retour

POUDRE D'OR AUX YEUX



Tous les moyens sont bons, même cette publicité choquante parue dans les médias.

1. Lire "10.01.00...", l'éditorial de notre précédent numéro.
2. Lire "Silencieuse idéologie des radios musicales", par M. Bénilde, *Le Monde Diplomatique*, mars 2000, page 26.
3. *Le Monde*, 18 mars 2000, p.18.

S O M M A I R E

ACTUALITÉ

1 Éditorial, par M-L Duboin : La marchandisation du monde va bon train, malgré Seattle.

3 Chronique, au fil des jours

4 Lu, vu, entendu

5 Les 35 heures, par A. Prime : Comment en faire le bilan ?

7 Témoignage de F. Pujos :

À propos des emplois-jeunes

8 Folie au Nasdaq :

D'énormes valeurs sont attribuées en Bourse à des entreprises qui...perdent.

9 Consommateurs, chocolats!

RÉFLEXIONS

10 Mon papa, il a dit Gagner de l'argent fictif ... et manger fictif ?

11 Le billet de Paul : Sommes-nous des mutants ?

LECTURES

11-12 La fin des années chômage analysé par L. de Somer.

DÉBATS

14 Tribune libre

15 Courrier des lecteurs

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES,
EN QUATRE PAGES, FIGURE DANS LE N°993.

N° **998**
avril
2000

• • •



sur investissement". Il faut lire à ce propos ce que décrit le Directeur⁴ de l'Information et de l'Informatique à l'UNESCO; par exemple, le Ministère de la justice américaine a cédé les droits de publication des lois fédérales à une société d'édition. Cette société revendique maintenant un droit de propriété intellectuelle sur l'intégralité de la base de données que constituent les lois fédérales, au motif qu'elle a créé une valeur ajoutée en numérotant les pages ! Plus grave encore est l'offensive, menée sur les mêmes principes, visant à la commercialisation des connaissances en génétique, en particulier sur le génôme humain, car c'est la clé des prochaines recherches médicales. On fait la quête dans le public pour qu'il finance les recherches... dont les résultats seront la propriété de quelques grandes firmes qui les exploiteront. Il y a vraiment urgence à défendre ce qui constitue le patrimoine mondial, à empêcher qu'il devienne la propriété de grandes sociétés internationales qui mènent l'offensive pour les annexer à leur seul, et gros, profit.

Il y a encore pire, peut-être, que ces offensives pour s'approprier des droits qui sont la propriété de tous. Car le droit à la vie, c'est d'abord⁵ le droit à l'accès à de l'eau potable, et ce droit est mis en question par la nouvelle "conquête de l'eau", selon le terme bien trouvé par Ricardo Petrella⁶. Les journaux titrent en grosses lettres que la planète est menacée par de graves pénuries d'eau, et, sur ce point comme sur tant d'autres, ils font des "scoops". Il faudrait pourtant préciser qu'en fait de menace, il s'agit d'une réalité pour le quart de la population mondiale. Dans ces populations, qui sont les plus pauvres, la menace est celle d'une extension, tant il est admis qu'elles resteront pauvres et que, par conséquent, la démographie y sera encore galopante au cours des décennies à venir. Mais si l'opinion est prête, enfin, à s'alarmer, c'est parce que la menace s'étend aux pays industrialisés du fait de la pollution, non moins croissante, des sources d'eau.

Face à un problème aussi grave, c'est l'alternative suivante qui est posée :

— Soit l'accès à l'eau est reconnu comme un droit de l'homme, un droit fondamental parce qu'il est vital (on emploie aussi le terme de *droit social de base*), et, en ce cas, c'est aux États qu'il appartient d'assurer ce droit : ils doivent veiller à ce qu'il soit garanti à chaque individu, à un coût qui lui soit accessible, et il appartient aux gouvernements de sous-traiter, au besoin, avec des sociétés privées compétentes, les installations nécessaires à garantir cet accès.

— Soit l'eau n'est qu'un besoin, une marchandise comme les autres, alors l'alimentation en eau est un marché, régi comme les autres... c'est-à-dire, on le voit bien, par la loi du plus riche.

Cette seconde façon de gérer l'accès à l'eau dispense les fournisseurs de toutes les obligations que poserait la première. C'est évidemment pour que ce second point de vue l'emporte que les sociétés privées concernées se sont mobilisées. Quant aux défenseurs du premier, Hervé Kempf les a présentés dans *Le Monde*⁷ comme «des organisations non

gouvernementales⁸, parmi lesquelles on retrouve des animateurs de la contestation anti-OMC», même s'il y a parmi eux, ajoute-t-il, des personnalités telles que Danièle Mitterrand et Ricardo Petrella. Notons qu'il est significatif que ce journaliste semble oublier que les entreprises privées sont, elles aussi, des organisations non gouvernementales. C'est la preuve que leur pouvoir financier, peut-être sans qu'il en ait conscience, a pris à ses yeux, une sorte de *légitimité*. Et c'est lourd de conséquences.

La menace étant mondiale, un Conseil mondial de l'eau a été mis en place il y a quatre ans. Il tient en ce moment à La Haye son second forum, avec pour but de définir d'urgence une politique mondiale de l'eau et un cadre d'action pour les vingt ans à venir. Personne ne sait ce qu'il en sortira puisqu'il s'agit d'un débat au sein d'une conférence ministérielle à laquelle plus de cent pays sont représentés. Mais certains indices permettent de s'en faire une idée.

D'abord, c'est la Banque mondiale qui a mis en place ce Conseil, en même temps que le Partenariat mondial pour l'eau (sigle anglais : GWP) dont le but annoncé est de "*favoriser le rapprochement entre autorités publiques et... investisseurs privés*". Ce forum risque fort de fonctionner dans le même style que l'OMC, car non seulement le Président de Suez-Lyonnaise des Eaux en est membre, mais aussi parce que le monde des affaires et de la finance y est installé pour peser sur les décisions : il y est omniprésent par l'intermédiaire d'experts qui aident les débats de leurs "conseils". Il faut voir la façon dont ils ont préparé le terrain, en affirmant qu'il est *nécessaire* que l'eau soit considérée comme une marchandise, parce que c'est *la seule manière* de lutter contre la pénurie; qu'il faut exporter et commercialiser l'eau dans le cadre de la libre concurrence, et que son prix doit être "le prix du marché"⁹, c'est-à-dire le coût "réel" des prestations fournies, non pas, bien sûr, pour assurer la rentabilité de leurs investissements, mais parce que ce serait, d'après eux, *la seule façon* d'éviter tout conflit d'intérêts (!) On a déjà beaucoup entendu ce discours. Pour le cas où il ne passerait pas tout seul, certaines sociétés ont encore d'autres moyens pour le faire adopter (la justice italienne aurait été saisie¹⁰ d'un cas de corruption portant sur quelque 13 millions de francs, et impliquant le "géant français" Vivendi à Milan). Alors, dans l'hypothèse (???) où ce discours et ces moyens emporteraient le morceau, les achats, fusions et autres ententes vont bon train entre les grands qui dominent le marché : ceux de l'eau au robinet, Vivendi, Lyonnaise et Bouygues, les maîtres de l'eau en bouteilles, Nestlé et Danone, et ceux (Coca-Cola et Pepsi-Cola) qui vont les concurrencer en développant le commerce d'une eau de synthèse qu'il s'agit pour eux de faire passer pour bien plus pure que ce que vendent les premiers...

À quand le débat où il s'agirait vraiment de mettre au point les moyens d'assurer... le droit à la vie pour tous ? *Il est impossible* dans un système économique où l'intérêt capitaliste domine les relations humaines¹¹?

Marie-Louise Duboin.

4. Philippe Quéau, *Le Monde Diplomatique*, janvier 2000, page 6.

5. Le droit à l'air qu'on respire passe avary, mais on n'a pas encore trouvé comment l'accaparer pour en faire un marché. Il y en a sûrement qui cherchent, et, à mon avis, ça viendra...

6. Dans *Le Monde Diplomatique*, mar 2000, page 32.

7. Dans *Le Monde* 17 mars, page 2.

8. Quatre jours plus tard, dans le même journal, pour ce même journaliste, ces ONG n'étaient plus qu'écologistes...!

9. Traduction = l'augmenter Citons H.Kempf : «Sur le principe d'augmenter le prix de l'eau, dit en souriant Mandava Rao, ministre indien de l'irrigation, on est d'accord. Mais il est difficile de la dire directement aux gens»

10. selon le quotidien *La Repubblica* du 17 mars 2000.

11. Lire ci-dessous, page 9, "Les consommateurs sont chocolats" encore un exemple de ce qu'est la liberté dans un système "libéral".

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS¹

Les communiqués triomphants sur la baisse du chômage ne doivent pas nous faire oublier que les "restructurations" ont repris de plus belle avec leur inévitable cortège de licenciements.

- le 22 février, le géant anglo-néerlandais Unilever a annoncé la suppression de 25.000 emplois en cinq ans, ce qui représente 10% de son effectif. Ces réductions toucheront principalement les États-Unis et l'Europe où le groupe réalise environ 80% de son chiffre d'affaires. Une centaine de sites de production sur 250 devraient être fermés.

Et bien sûr, après l'annonce du plan de restructuration, le titre du groupe qui avait perdu plus de 40% en six mois, a gagné 5,8% dès l'ouverture de la Bourse de Paris.

- Après avoir supprimé 4.000 emplois l'an dernier, la multinationale de services et d'équipements de production d'énergie, ABB-Alstom Power, va, dans les deux ans qui viennent, procéder à la suppression de 10.000 emplois (sur les 54.000 restants) et fermer 10 sites industriels dans le monde. La France sera particulièrement touchée puisque 19% des effectifs de la société, soit 1.500 emplois, seront supprimés. Mais, rassurez-vous, son directeur affirme qu'elle cherchera à «*minimiser les conséquences de ces suppressions d'emplois*».

- Le constructeur automobile américain Ford a annoncé le 18 février la suppression de 1.500 emplois au Royaume Uni.

- La fusion de la Deutsche Bank et de la Dresner Bank, qui donnera naissance à la première banque mondiale, avec un actif de 1.200 milliards d'euros (en gros 7.870 milliards de francs) va entraîner la suppression de 16.500 emplois dans le monde (dont 6.000 à Londres).

* * *

UNE BANQUE "MODERNE"!

Si la Deutsche Bank et la Dresner Bank fusionnent c'est parce qu'elles trouvent que leurs activités traditionnelles de "banques de détail" (dépôts et crédits pour les particuliers) ne sont plus assez rentables et demandent trop de personnel. Le but de la nouvelle banque ne sera plus de collecter l'argent des particuliers pour le réinjecter dans l'économie via des prêts aux entreprises, comme le faisaient classiquement toutes les banques, mais de concentrer ses efforts sur la banque de gros et d'investissement. Les activités de banque de détail des deux groupes seront donc, dans un premier temps, regroupées avec le groupe d'assurances

Allianz dans une filiale commune qui sera chargée de collecter l'épargne des particuliers pour leur vendre des "produits" financiers. Les deux banques se retireront ensuite de ce groupe. Entre temps le nombre d'agences du groupe en Allemagne sera fortement réduit (de 3.800 à 2.000). A l'heure d'internet il est, selon les dirigeants des deux groupes, inutile de maintenir ouvertes des agences dont les marges bénéficiaires fondront de plus en plus.

* * *

MICHELIN VA BIEN, MERCI

Cette firme a enregistré en 1999 un chiffre d'affaires de 90,28 milliards de francs, en hausse de 10,2% sur celui de 1998. Les licenciés apprécieront. De toutes façons, "l'affaire Michelin" qui a fait couler tant d'encre à l'automne dernier, était prévisible de longue date (et nous l'avions signalé²) car, après avoir fait passer ses effectifs de 130.000 à 113.000 entre 1990 et 1996, l'entreprise avait mis en place un nouveau procédé de fabrication extrêmement automatisé lui permettant de réduire considérablement ses coûts de production.

* * *

LA RÉVOLTE S'ÉTEND

La Corée du Sud considérée comme un bon élève du FMI (qui lui a pourtant fait adopter un régime particulièrement sévère à la suite de la crise financière de 1997) commence à faire preuve de mauvais esprit. Dans un article intitulé "Contre-attaque des intellectuels européens", paru dans le mensuel *Shin Dong-Ah*, M. Chang Heng-hoon, Professeur à l'université, estime qu'«*il n'y a pas d'avenir dans le néolibéralisme ... Le néolibéralisme et la mondialisation conquièrent le monde par la finance et la complicité des médias en rendant les États impuissants ... Un de ses effets est d'accroître les disparités sociales et en particulier l'écart entre les pauvres et les riches dans les pays concernés, comme entre les pays*» ... M. Chang dénonce aussi le "quasi aveuglement" de la presse sud-coréenne qui exalte, sous l'influence des médias anglo-saxons, «*la religion du marché et la fascination qu'exerce la mondialisation*». De sorte que, comme voulaient le laisser entendre en parlant du livre de V. Forrester, certains participants de l'émission de Pivot du 10 mars dernier, les opinions critiques paraissent «*excentriques, sinon déplacées*».

Jean-Pierre Mon.



1. d'après *Le Monde* entre le 11 février et le 10 mars 2000.

2. Voir GR-ED . n° 969, août-septembre 1997.

HALTE À L'AGRESSION PUBLICITAIRE !

Faute de s'attaquer à ses causes, on peut lutter contre certains effets de la dictature des marchés. C'est l'objet des campagnes contre la publicité, dont l'action nationale organisée par PAYSAGES DE FRANCE fixe rendez-vous

à 13 HEURES, LE 27 MAI 2000, DEVANT LA GARE DE GRENOBLE

Rappelons aussi les efforts du PUBLIPHOBIE, Yvan Gradis, 56 bis rue Escudier, 92100 Boulogne-Billancourt.



Objectivité du Figaro

Un lecteur nous a envoyé deux articles édités qu'il a découpés dans *le Figaro*. Le premier, signé J-L Validire¹, cherche à convaincre que «*le climat a changé*» au sein des organisations internationales. D'après lui, celles-ci auraient tiré la leçon de l'échec de l'AMI, qui serait dû à la dissimulation de ses négociations, et de l'échec de Seattle, qui serait dû aux manifestations des opposants de la mondialisation. Notons au passage que le journaliste n'a pas vu que ce refus n'est pas celui de LA mondialisation, mais du fait que celle-ci se fasse sous la dictature du marché...

Il n'y aurait, selon *le Figaro*, plus rien à craindre puisque l'OCDE a changé de registre et qu'elle va établir un code de bonne conduite pour l'activité des entreprises multinationales et ses principes dirigeront la concurrence et éviteront la corruption; les aspects sociaux tels que l'emploi et les relations professionnelles seront pris en considération, ainsi que le respect de l'environnement, l'intérêt et la santé des consommateurs. Et, bien entendu, toutes les entreprises seront volontaires pour les appliquer...

Le second article² se veut une analyse du dernier livre de V. Forrester "*Une étrange dictature*". Il paraît, d'après A-G Slama, que ce livre est la démonstration de la force du capitalisme : il est capable de se corriger lui-même.

Alors, tout va très bien, Madame la Marquise. Inutile de chercher à comprendre ou à vérifier : c'est écrit dans le journal.

(d'après un envoi de R.S., Albert)

1. du 26 février 2000.

2. du 27 février 2000.

CHINE : VIVE LE MARCHÉ:

La population a augmenté de 10,99 millions d'habitants en 1999 et cinq millions de fonctionnaires y seront privés d'emploi cette année.

* * *

MOSCOU : VIVE LE LIBÉRALISME :

A Moscou "vitrine du capitalisme russe", Lioudmila Chvetsova, l'adjoint au maire chargé des questions sociales, constate que les revenus des 10 % des habitants les plus riches sont 61,3 fois plus élevés que ceux des 10 % les plus pauvres.

* * *

LE PLUS GROS DES SYNDICATS FRANÇAIS

C'est celui des patrons : un million d'adhérents au Medef et 830.000 à l'Union professionnelle des artisans. Ces chiffres devraient inciter les syndicats de travailleurs à s'unir dans l'action

* * *

L è v e - t o i e t m a r c h e !

À peine Pinochet, assis dans un fauteuil roulant, fut-il en bas de la passerelle de l'avion qui le ramenait au Chili, qu'il se leva, miraculeusement guéri par le sol natal. Au diable également la canne qui ne servait plus qu'à prolonger le bras levé victorieusement. Et vive la musique, et vive l'armée ! Mais le meilleur était à venir. Son fils a annoncé de la part de son père «*qu'il pardonnait à ceux qui lui avaient fait du mal*» (sic). Et on apprenait que la noble Thatcher, qui était déjà allée prendre le thé avec Pinochet dans sa "prison de luxe", lui avait fait un cadeau : une assiette, valeur 5.000 F., illustrant je ne sais quelle victoire symbolique... A.P.

RACISME

«*Le racisme ça commence souvent avec l'économie.... Les mêmes Espagnols qui crient contre Pinochet sont capables d'aller renverser les camions des marocains qui viennent vendre leurs tomates en Europe... On veut bien que les "Maures" travaillent, mais pas les voir en ville.*»

Fernando Savater, "*L'Espagne bien dans sa peau*",
(*Le Monde* du 7 mars 2000)

INTERPRÉTATION LIBÉRALE

«*...Tu connais l'aboutissement; en 1989, la chute du mur de Berlin a entraîné la dislocation de l'URSS. L'expérience avait duré soixante dix ans et se terminait par une déconfiture. L'évidence de cet échec est interprétée par le camp des libéraux comme la preuve que la voie qu'ils préconisent est la seule bonne. Comme si l'échec des premières tentatives d'escalader l'Everest était la preuve que cet exploit est définitivement impossible. Une analyse plus fine est nécessaire. Il faut rechercher les raisons de cette issue désastreuse aussi bien dans les erreurs (...monstrueuses) commises par les dirigeants de l'URSS, que dans les pièges tendus par d'autres nations bien décidées à empêcher la réussite de l'entreprise. La querelle entre libéralisme et socialisme, entre abandon aux mécanismes du marché et soumission à un état omnipotent, est inutile si elle ne débouche pas sur la recherche d'autres voies.*»

Albert Jacquard, "*À toi qui n'es pas encore né(e)*".
(envoi de J.D., Billere)

Essayer de voir un peu plus clair dans le labyrinthe de la réduction du temps de travail n'est pas chose aisée. Le problème est si complexe, dans ses modalités d'application, son avancement et ses premiers résultats, que nombre de spécialistes avouent leur perplexité.

Les 35 heures

L'idée des 35 heures n'est pas neuve en Europe. C'est en 1976, au Congrès de Londres, que la Confédération Européenne des Syndicats a lancé le mot d'ordre des 35 heures. L'Allemagne, depuis longtemps, dans de nombreux secteurs, a appliqué la réduction du temps de travail, souvent autour de la célèbre "économie sociale de marché": les puissants syndicats (IG Metall notamment) y ont conclu des accords avec le patronat. Mais c'est la France qui, la première (comme en 1936 pour les congés payés) a concrétisé, par la loi, les 35 heures.

Lors des législatives de 1997, la gauche avait fait des 35 heures son cheval de bataille. Martine Aubry, déjà ministre du Travail sous Édith Cresson et Bérégovoy, a hérité de la lourde tâche de réaliser la mise en application de la RTT¹. Février 2000, le décor est planté, la pièce peut se dérouler.

Au terme des "avant premières", quel est le bilan ? Difficile à faire, car comment, par exemple, distinguer dans les emplois créés ceux qui sont dus aux mesures prises par le gouvernement de ceux qui relèvent de la reprise économique ?

Au départ, et certainement de bonne foi, les socialistes avançaient des chiffres : 750.000 à un million d'emplois créés grâce aux 35 heures (en gros, 8 à 10 % d'emplois créés par une RTT de 10 %). C'était mathématiquement viable, mais sans compter avec la résistance du patronat, pourtant prévisible. On se souvient du président du CNPF d'alors, Jean Gandois (employeur de Martine Aubry entre 93 et 97) claquant la porte en lançant à la ministre «*Tu m'as trahi*». S'ensuivit la démission de Gandois, l'élection du baron Seillière et le remplacement du sigle CNPF par celui de Medef.

Comprenant que le combat contre ce qu'on a appelé la première loi sociale sur les 35 heures, était perdu, le Medef s'employa à phagocytter les 35 heures. D'abord, il affirma avec force que cela ne créerait pas d'emplois, ou très peu. Puis il batailla sur deux points principaux : la fameuse flexibilité et la modération des salaires. On peut dire qu'il a gagné sur ces deux points. Et la «deuxième loi Aubry» a dû largement édulcorer la première : les aides de l'État ne sont plus conditionnées à un quota minimal de créations ou de préservations d'emplois. N'entrons pas dans le détail des primes versées, variables dans le temps et selon les salaires.

Notons seulement qu'à la date de l'entrée en vigueur de la loi, 17 % seulement des entreprises de plus de 20 salariés (seules soumises à la loi jusqu'en 2002) ont adopté les 35 heures, créant "officiellement" 120.000 emplois (mais sur l'influence possible de la conjoncture et de l'effet d'annonce, voir plus haut) et en en préservant 35 à 40.000.

Avec l'allègement des charges sur les bas et moyens salaires (encore un avantage acquis par le patronat) il en coûtera à l'État, donc au contribuable, 62 à 67 milliards de francs, pour l'an 2000, selon le ministère de l'emploi. En régime de croisière, lorsque tous les accords seront conclus, les aides à l'emploi atteindront 105 milliards de francs par an. On se souvient que Martine Aubry comptait sur 13 milliards en provenance de l'Unedic et de la Sécu, qu'elle dut y renoncer face à la levée de boucliers de ces deux organismes sociaux gérés sur la base

1. RTT = réduction du temps de travail



du paritarisme et qu'elle s'est rabattue sur des recettes dues à l'alcool et au tabac, et sur l'éco-taxe.

Un mot sur les emplois-jeunes. Rappelons-nous le programme électoral de la gauche en 1997 : 300.000 emplois-jeunes créés dans le secteur public, autant dans le secteur privé. Dans ce dernier, l'échec est total. Dans le secteur public, la ministre du Travail estime à 196.000 les

En 1833, une loi en Angleterre limite, à 12 heures par jour le travail des enfants de moins de 11 ans.

En France, c'est la loi de 1844 qui a limité à 8 heures par jour le travail des moins de 12 ans et à 12 heures celui des 12-16 ans. C'est celle de 1892 (seulement) qui a plafonné la journée à 11 heures et interdit le travail de nuit pour les femmes.

Le principe des 40 heures a été voté en 1936, mais son application ne date que de 1970.

L'Angleterre avait déjà créé la fameuse "semaine anglaise" et le week-end.

- ● ● emplois-jeunes créés. Leur coût : 23 milliards prévus dans le budget 2000. C'est-à-dire que chaque emploi créé (et pas en CDI mais pour cinq ans) coûte environ 120.000 F. En gros, le coût retenu pour un chômeur, tous frais annexes inclus (ANPE) est donc de 130.000 F. Et dans la fonction publique ? Nous avons assisté à des discussions sans fin, sans issue constructive. Les 35 heures d'accord. Mais les syndicats réclamaient des embauches supplémentaires. Échec des pourparlers. Curieux gouvernement - de gauche - qui refuse de faire ce qu'il demande au privé : embaucher. Donc pas d'accord-cadre. La raison en est simple, mais non avouée : les marchés exercent une pression considérable sur tous les gouvernements des pays industrialisés pour une diminution drastique des dépenses publiques. C'est vrai pour l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc. (l'Angleterre de Tony Blair, elle, va au devant des exigences libérales). Les gouvernements de tous ces pays sont à l'œuvre pour satisfaire aux exigences des marchés.

En France, il a fallu des grèves durables du personnel hospitalier pour obtenir des concessions : comme toujours, rien n'est octroyé, que le gouvernement soit de droite, ou de gauche, il est contraint de servir le libéralisme. Or, dans les hôpitaux, on manque non seulement de personnel, mais encore de matériels de pointe : il n'y a que 168 IRM en France alors qu'il y en a 1000 en Allemagne.

Il ne faut donc pas s'attendre à de fortes créa-

tions d'emplois dans la fonction publique. Le libéralisme est à l'affût, il veille et il attend : pressé par le manque de moyens, l'État cédera un jour et sur tous les points au bénéfice du privé : sur les retraites, la santé, l'éducation, après avoir privatisé télécom, Poste, transports aériens, EDF, la SNCF, etc. (c'est déjà fait en partie pour France Telecom et Air France).

Ce qui est inquiétant, c'est que le libéralisme dévoye la notion de service public¹. Chaque entreprise doit être rentable, quitte à manquer de personnel (hôpitaux, éducation nationale, etc.). Alors que des millions de chômeurs, RMistes, et autres précaires doivent être pris en charge par la communauté.

Je fais au gouvernement une proposition de simple bon sens : puisque le libéralisme vous oblige à rendre budgétairement rentables les entreprises d'État, adjoignez au personnel officiel des personnels *bis*, hors comptabilité de l'entreprise, puisés au sein des chômeurs et autres précaires, et payez-les directement par l'État. Mieux vaudrait dépenser les sommes versées à ces derniers pour un travail utile, et ils n'auraient plus la sensation déprimante, voire mortelle, d'être exclus. Autrement dit, placez les sans-travail partout où l'on manque de personnel et payez les... comme vous les payez comme chômeurs, ou mieux, et plus d'ANPE ! Tout le monde serait gagnant, pour le même coût social. Ce serait en fait comparable à ce que vous faites pour les emplois-jeunes.

Dans les années à venir, les 35 heures feront tache d'huile en Europe, comme les congés payés en 36. En Allemagne, cela s'est pratiquement fait sans loi. L'Italie avait envisagé les 35 heures, elle a reporté le problème à plus tard. En Espagne, pour les Législatives du 12 mars, les socialistes ont fait des 35 heures leur cheval de bataille. Ainsi va l'histoire : diminuer le temps de travail, augmenter celui du temps libre, pour que l'Homme puisse enfin mieux vivre sa destinée.

s o u s c r i p t i o n p e r m a n e n t e
POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Jacobs 370 - R. Labesse 170 - Mme Lamouroux 70 - F. Laumelais 150 - J. Legros 100 - C. Logre 170 - C. Logre 170 - Mme Melançon 75 - J. Nantet 120 - M. Peron 120 - Mme Prouteau 20 - M. Calmeyn 45 - E. Chauvin 70 - R. Cohu 70 - A. Dauteau 70 - J. Denis 370 - Ph. Guillaume 70 - G. Telliez 100 - Mme Varin 20 - A. Bellido 100 - Mme Beuret 70 - Mme Bouchard 1220 - Mme Lescure 170 - J. Nesen 20 - G. Guibert 45 - G. Desaimard 100 - G. Garron 25 - Mme Olombel 100.

Total 4.200 Frs.

Merci à tous !

Cette souscription, qui nous a permis jusqu'ici de maintenir le tarif du journal, malgré les augmentations systématiques des tarifs postaux, sert aussi à assurer le service gratuit à ceux des lecteurs intéressés mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est soigneusement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne et à droite. Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi de cartes de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs mois après échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.

A côté des 35 heures, le gouvernement a mis en place un dispositif "d'emplois-jeunes" destiné à faire entrer des jeunes, peu ou pas qualifiés, dans le monde du travail. Même si cela part d'un bon sentiment, cela a, aussi, l'avantage de dégonfler les statistiques du chômage. Mais dans la pratique tout n'est pas rose. Voici le témoignage d'un lecteur, paru dans le journal des "Emplois - Jeunes Associés" du Lot et Garonne.

L'emploi jeune, un ménage à trois.

Qui est ou qui sont réellement les employeurs d'emplois-jeunes ? Sachant que c'est l'État qui verse 90% des salaires correspondants, on s'interroge sur la responsabilité et les attentes de chacun des intervenants : État, employeurs et enfin les jeunes eux-mêmes (les plus concernés, les plus passifs et les moins consultés).

On comprend qu'un employeur officiel, par exemple l'éducation nationale, ne soit pas trop regardant sur l'utilité et la productivité de ces nouveaux emplois. On observe le contraire quand il s'agit d'une petite association ou d'une petite mairie : le nouvel arrivant s'y voit chargé de responsabilités déjà existantes, ce qui permet d'épargner l'embauche d'un employé. Dispositif d'autant plus intéressant financièrement si l'emploi-jeune est surqualifié pour la fonction occupée. Et il est plus fragilisé s'il est le seul dans la structure qui l'a recruté. S'il existe, bien sûr, des exceptions, il ne faut pas se faire d'illusions : les emplois-jeunes ayant des fonctions réelles ne répondent pas à de nouveaux besoins : le travail qu'ils effectuent était auparavant exécuté par d'autres. L'employeur dans ce cas ne peut qu'être satisfait.

La situation est différente pour ceux à qui ont été attribués des fonctions, des postes ou des travaux qui n'existaient pas. Malgré le slogan tapageur "*Nouveaux emplois, nouveaux besoins*", les besoins sont anciens. Mais il aurait fallu les étudier, définir leurs champs d'intervention et surtout, donner au "jeune-employé" les moyens d'exercer ses fonctions. Ces moyens ne sont pas systématiquement d'ordre matériel : par exemple, un aide-éducateur qui n'intervient que pendant le temps libre des élèves, doit y consacrer la majorité de son temps de travail. Sinon, sa journée comprendra de longues plages d'inactivité et la dynamique de son emploi, si bien pensé soit-il, en sera pénalisée. Et comme dans le système scolaire actuel les élèves passent la plus grande partie de leur temps en cours ou en perma-

nence, il y a dualité pion/aide éducateur.

Mais combien d'emplois-jeunes sont limités à des interventions ponctuelles, quand leur fonction ne consiste pas à seulement attendre le lendemain ? Il ne s'agit pas d'emplois virtuels mais bien d'emplois fantômes ! L'employeur peut se sentir mal à l'aise, mais cela ne lui coûte pas cher. L'emploi inutile est pourtant gênant, et si la question du départ de cet "inactif" n'est pas ouvertement abordée, elle est pourtant présente dans les pensées, et le "jeune-employé" s'accroche dans l'espoir d'accéder à une fonction qualifiante pour sortir de l'impasse.

Dans ce cas, la seule façon de s'en tirer est le recours aux 1.000 heures de formation qualifiante auxquelles a droit, en théorie, tout "jeune-employé" pour avoir, après cinq ans, qualification et expérience professionnelle pour intégrer le marché du travail. Un employeur compréhensif tentera de l'aider. Mais un employeur impatient mettra l'embargo sur l'accès aux formations pour précipiter la démission. Car bien que l'employeur ait "l'obligation" de favoriser la formation, il a le droit de refuser celle que lui propose son "jeune-employé". Or qui peut dire si les heures de formation qualifiante doivent enrichir la fonction ou aider l'individu ?

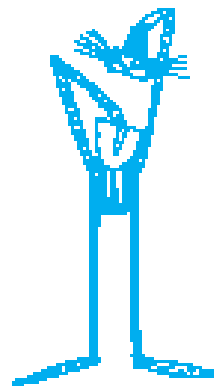
Qui peut trancher quand il y a inadéquation entre les aspirations du "jeune-employé" et les désirs de son employeur ? — Ceux qui ont mis le dispositif en place, donc, au niveau départemental, le préfet. Mais quelle perception peut-il avoir de ces questions, des priorités et des réponses à y apporter ? Trois ans après la mise en place du dispositif et après avoir recueilli les questions des employeurs, la Préfecture du Lot et Garonne aboutit à une réunion où ne sont conviés que les "jeunes-employés et leurs employeurs. Faut-il en déduire que les personnes qui ont pu trouver un emploi grâce à ce dispositif ne sont pas des interlocuteurs fiables ?

d'après F.Pujos.

Bravo, les Strasbourgeois !

La série de conférences-débats organisée par les *Amis du Monde Diplomatique* de la région, du 13 au 18 mars, était fort bien conçue. Au cours de la première, un Professeur d'économie a montré que la théorie qui est imposée comme universelle sous le nom de "loi du marché", cache, sous un écran de savantes mathématiques, une série d'hypothèses évidemment fausses. Le lendemain, l'alternative de convivialité citoyenne, économie distributive et contrat social, rencontra approbation et grande compréhension. La troisième conférence, en dénonçant la façon dont le sens des mots est dévoyé par les tenants de l'idéologie libérale, fit apparaître l'avantage de la convivialité sur la compétition. Après quoi le film *Misère au Borinage* vint illustrer la révoltante misère dans l'abondance qui fut, dans les années 30, le point de départ de nos propositions.

Merci de leur accueil à nos nouveaux amis, ainsi qu'à l'un de nos plus fidèles abonnés, Roch P., qui eut le courage de faire spécialement, et de nuit, le voyage entre Wissembourg et Strasbourg pour nous rencontrer.



A côté de la Bourse de Wall-Street, le New-York Stock Exchange, existe la Bourse électronique américaine, le Nasdaq, créé il y a 29 ans, où s'échangent la plupart des valeurs de haute technologie (informatique, télécommunications, biotechnologies en représentent 75,4%). Il accueille aujourd'hui 5.100 entreprises américaines et étrangères, soit deux fois plus que le New York Stock Exchange.

Folie au Nasdaq

La capitalisation boursière y atteint 6.420 milliards de dollars. En bref, c'est la Mecque de ce que l'on appelle la nouvelle économie. Ses performances sont pour le moment remarquables : il a progressé de 85,6% en 1999 et gagné 24% depuis le début de l'année. Mais le 9 mars 2000 a été pour lui une journée historique, comme dirait Jean-Pierre Gaillard : son indice composite a franchi pour la première fois la barre des 5.000 points. Certains analystes prédisent même que son indice remplacera bientôt l'indice Dow Jones comme baromètre du marché boursier américain. Cela symboliserait le triomphe de la nouvelle économie sur l'ancienne, celle des industries traditionnelles.

UNE BULLE DE PLUS ?

Pour d'autres spécialistes, au contraire, on est en présence d'une bulle spéculative dont l'éclatement est inéluctable. Selon eux, il n'y a aucune explication rationnelle à cette passion des investisseurs pour la nouvelle économie. Cette euphorie est une folie financière de plus, comme on en a connu de nombreuses fois dans l'histoire de la Bourse. Le Nasdaq accueille en effet de très jeunes sociétés (les *start-up*) dont les actions atteignent des niveaux records alors qu'elles ne dégagent que des pertes ! Pour les économistes de la Caisse des dépôts et consignations « *l'essence de la nouvelle économie est qu'elle fait apparaître des entreprises produisant des biens et services nouveaux dont il est très difficile d'anticiper ce que sera, dans le moyen terme, la rentabilité. La valorisation de leur titres est donc ardue* ¹ ». Tout aussi diplomatiquement, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, estime que « *les acteurs des marchés financiers, qui ne sont pas à l'aise dès lors qu'ils doivent faire face à des changements dans la structure de l'économie, cherchent toujours à tâtons l'évaluation correcte des nouvelles sociétés* ¹ ». Plus rudement, le Président de la Banque centrale des Pays-Bas, qui a comparé les opérateurs du Nasdaq à « *des chevaux fous courant tous les uns derrière les autres à la recherche d'une mine d'or* », a averti : « *soyons prudents à l'égard des titres des entreprises internet* ¹ ».

Quelques exemples :

• **FreeMarkets.com**. En décembre 99, cette entreprise est introduite sur le marché à 48 dollars l'action, le jour même elle augmente de 483%,

à 280 dollars. Elle affichait pourtant 13,5 millions de dollars de pertes pour les neuf premiers mois de l'année !

• **VA Linus systems**. La veille, ce titre avait gagné 700% dans la journée (record battu !).

• **iVillage**. Il y a un peu plus d'un an, l'action de iVillage était introduite à 24 dollars sur le marché et finissait la séance à 80 dollars : iVillage "valait" donc **plus de 2 milliards de dollars**. Or pour les neuf premiers mois de 1999, les **pertes** de iVillage se sont élevées à **28,5 millions de dollars**. Début janvier cette action est retombée à 20 dollars, c'est à dire en dessous de son niveau d'introduction en Bourse.

FOLIE SUR LES ACTIONS INTERNET

Pour les entreprises liées à internet ou au téléphone portable, il est d'une importance cruciale d'avoir rapidement le plus grand nombre d'abonnés possible, même au prix de lourdes pertes financières. Le prix d'acquisition d'un client (que l'on espère fidèle) est variable selon qu'il s'agit d'un marché émergent ou d'un marché qui a déjà atteint sa maturité et dans lequel le client est très sollicité et donc est plus cher à acquérir. Mais dans les deux cas, les estimations ne reposent pas sur des bases bien solides. Par contrecoup, le critère décisif pour la Bourse est le nombre d'abonnés et non les dividendes qui pour le moment n'existent pas. Tant que le nombre d'abonnés d'une entreprise augmente, on peut espérer toucher un marché de plus en plus grand, mondial, et faire, à terme, d'énormes profits. Mais le jour où ce nombre n'augmentera plus, cela sera sans doute le krach.

ALERTE

Le lundi 13 mars les valeurs internet ont commencé à chuter, le mardi 14 les valeurs des biotechnologies ont perdu 13% en une seule séance après l'annonce de la décision conjointe de Clinton et de Tony Blair d'agir pour faire tomber dans le domaine public les données tirées de la carte complète du génome humain afin d'en faire profiter l'ensemble de l'humanité². Tant et si bien que le jeudi 16 mars les valeurs traditionnelles ont pris leur revanche sur les valeurs technologiques : l'indice Dow Jones s'est envolé avec un gain de 4,93% pendant que l'indice du Nasdaq chutait fortement, les

1. *Le Monde*
du 11 mars 2000.

2. *Le Monde*
du 16 mars 2000.

LE "PRIX" D'UN CLIENT

entreprise	secteur	prix (FF)
Mannesmann	télécom. mobiles	50.000
AOL	services en ligne	37.000
Canal+	télé cryptée	25.000
Time Warner	télé à péage	17.000
CanalSatellite	télé par satellite	12.000
M6	télé	10.000
TF1	télé	7.000

d'après *Challenges*, février 2000

(envoi de M.B, La Celle S.C.)



fabricants de matériels électronique et de télécommunications, comme les téléphones portables, les fabricants de semi-conducteurs ont entrepris la construction d'usines qui valent chacune plus d'un milliard de dollars. Mais, d'ici à un peu plus d'un an, l'offre dépassera à nouveau la demande et les prix des composants chuteront, entraînant les fabricants de semi-conducteurs dans une nouvelle crise». Cependant, d'après lui, il y a encore 30 à 40% de plus value à réaliser d'ici un an. Mais ensuite il faudra sortir rapidement de ce marché³.

Quitte à ne pas paraître "moderne", il semble bien que la raison soit de ce côté là : le virtuel a beau avoir bien des mérites, chez certains ça n'est souvent que du vent. Et le vent peut faire des dégâts, on l'a vu les 26 et 27 décembre derniers!

Jean-Pierre Mon.

3. *Le Monde*
du 18 mars 2000.

valeurs de "la nouvelle économie" ayant fait l'objet de dégagements massifs. Les investisseurs semblaient en effet avoir repris leurs esprits en amorçant un mouvement de retour vers les valeurs de "l'ancienne économie", suivant en cela les avis de certains analystes qui, depuis plusieurs mois, conseillent de revenir sur les grandes valeurs industrielles classiques, délaissées et décotées, dont le prix ne reflète plus la qualité. Un des gourous de Wall-Street conseille même aux investisseurs de réduire la part des valeurs technologiques dans leur portefeuille à moins de 40%³.

Ajoutez à cela les menaces de surproduction qui pèsent sur les industries de hautes technologies de la Silicon Valley, moteur de la croissance américaine et mondiale. En effet, si l'on en croit M. Mark Fitzgerald, de la banque Merrill-Lynch : « les investissements en capital de l'industrie des semi-conducteurs sont en train d'exploser. Ils augmenteront probablement de 50% cette année car, pour faire face à la forte demande des

Les associations de consommateurs sont... chocolat !

Préférez-vous le goût de l'illipé ou du kokum gurgi à celui du cacao ? Vous ne savez pas ? Cela ne fait rien, car les députés européens viennent d'en décider à notre place. Je ne me souviens pourtant pas que nous les élisions pour qu'ils prennent ce genre de décision, je pense même qu'ils en ont bien d'autres à prendre, mais dans d'autres domaines. Mais non, nos représentants élus ont choisi pour nous et désormais en Europe les législations nationales imposeront qu'à la place de cacao, nous dégustions les dits kokum gurgi et illipé, avec huile de palme, noyaux de mangues et beurre de karité.

Eh bien moi, je l'avoue, j'aime le chocolat. Mais le vrai, celui qui a le goût du chocolat, donc le goût du cacao. Et pas les imitations trop sucrées ou ce qui est fabriqué avec on ne sait quels substituts ou additifs qui en dénaturent le goût. Et en plus, j'estime que c'est au consommateur de choisir.

Ce sont les Britanniques qui l'ont emporté, après des années de manœuvres, pour que les multinationales du chocolat puissent augmenter leurs profits, car ces graisses sont bien meilleur marché que le cacao.

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, estime à 300 millions de dollars la perte annuelle que cette décision entraînera pour elle. Mais on continue à prétendre que les réglementations du commerce, prises sur les conseils d'experts (des grandes entreprises), sont destinées à la prospérité des peuples, à celle des moins développés en priorité !

Le comble, mais à vérifier, c'est qu'une directive interdirait que les fabricants soient tenus de préciser la liste des ingrédients et la composition sur les emballages !

C'est ce que dans notre système libéral on appelle le commerce équitable.

Kily.

Mon papa, il a dit...

— *Youpi !* s'écria mon papa ce soir-là en rentrant de son travail à Auchou. Et, après avoir jeté son portable et sa calculette sur la table du salon, il mit son disque préféré "Les as de l'accordéon", prit maman par la taille et se mit à valser comme un jeune homme.

Sans enlever son pouce de sa bouche, ma petite sœur riait aux éclats.

— *Ça y est*, dit mon papa tout essoufflé. *Sur les conseils de Guy Aznar, son conseiller économique, mon patron a décidé de faire de tous les employés d'Auchou des actionnaires. Nous allons devenir riches !*

— *C'est vrai ?* demanda ma maman.

— *Pour sûr, que c'est vrai*, dit mon papa. Et il reprit ma maman par la taille et repartit pour une nouvelle valse.

Tout le monde riait aux éclats. Et même le canari sifflait à qui mieux mieux et sautait de perchoir en perchoir.

Quand tout le monde a été calmé, j'ai dit à mon papa :

— *C'est quoi, un actionnaire ?*

— *C'est bien simple*, dit mon papa. *Je prends un exemple. Un jour on achète une action de 100 F. On*

devient actionnaire. Le

soir on s'endort. Et le lendemain matin, elle vaut 110 F. On a gagné 10 F rien qu'en dormant !

— *Et si on s'endort pas ?* dit ma petite sœur, après avoir enlevé son pouce de sa bouche.

— *C'est tout pareil*, dit mon papa. *Il suffit d'avoir des économies et le tour est joué.. Tiens, dit-il à ma petite sœur, tu ne penses pas si bien dire. Va chercher ton cochon en porcelaine, on va lui faire sa fête !*

— *Non*, cria ma petite sœur, *pas mon cochon en porcelaine !*

— *Mais ma chérie*, dit ma maman, *on n'a pas d'autres économies. Et puis, on va devenir riches et tu pourras bientôt le remplir.*

Pendant que mon papa s'emparait du cochon et le cassait en deux, ma petite sœur pleurait à chaudes larmes, recroquevillée sur son pouce.

— *700 F !* s'écria mon papa, après avoir compté toutes les pièces. *Sept actions de 100 F et sur*

chaque action on gagne 10 F rien qu'en dormant !

Ma maman a été la première à retomber sur terre et, avec son bon sens habituel, elle dit :

— *Mais d'où ils viennent ces 10F ? Ça ne viendrait pas par hasard de nos impôts qui ont encore augmenté cette année ?*

— *Pas du tout*, dit mon papa. *Mon copain Gustave, il a posé la question au patron qui a répondu : «c'est la Bourse», et qui a ajouté : «ça vient de nulle part. Si la Bourse elle a décidé de faire passer l'action à 110 F dans la nuit, eh bien, elle passe à 110 F. On n'y peut rien».*

— *Mais où ils prennent cet argent ?* s'obstinait à dire ma maman.

— *De nulle part*, a dit mon patron. *C'est du virtuel. Ça n'existe pas, mais il faut faire comme si ça existe. Il y eut un grand silence. Quelque part, on sentait que le mot "virtuel" ne passait pas.*

— *Et toutes les nuits, ça monte comme ça ?* reprit ma maman, pas décidée du tout à lâcher le morceau.

— *Pas tout à fait*, répliqua mon papa, de plus en plus embarrassé. *Il paraît même que certaines nuits, ça descend. Et même qu'en une nuit, on peut tout perdre.*

— *Quoi ?* dit ma maman. *On peut tout perdre ? Mais c'est du vol !*

— *Non*, répliqua mon papa, *c'est du virtuel ! On n'a rien perdu puisque ça vient de nulle part.*

— *Mais mon billet de 100 F, où c'est qu'il est passé ?* hurla ma maman. *D'après toi, la Bourse le rembourse ? Mon œil ! Résultat, on aura tout perdu. 700 F d'économies en poussière ! Et le cochon en porcelaine à la poubelle !*

Ma petite sœur pleurait à chaudes larmes dans son coin, les morceaux de cochon ramassés dans son tablier. Le canari avait depuis longtemps cessé de chanter. Et mon papa remettait tout doucement son portable et sa calculette dans ses poches. C'est ma maman qui décida de mettre fin au silence :

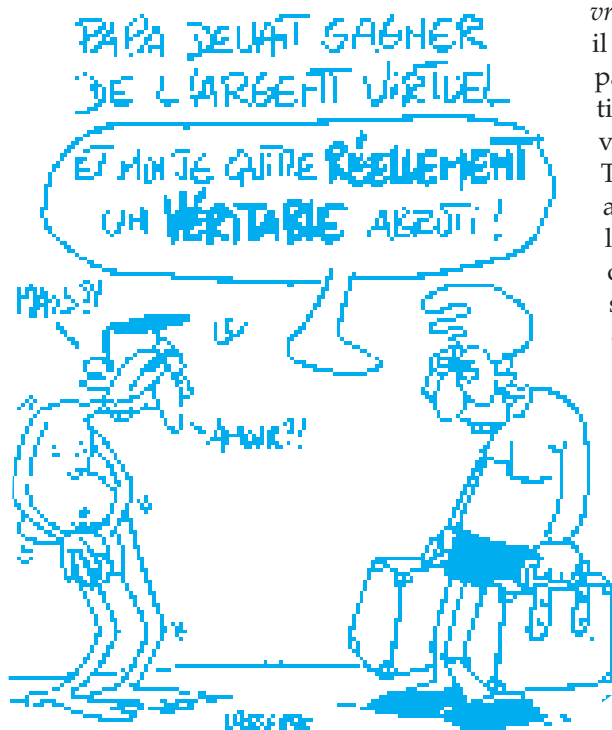
— *Dis-moi, Ernest. Tu sais que j'aime bien ton patron. En plus, il a toujours été gentil avec toi. Tu crois pas que tu devrais plutôt lui demander une augmentation de salaire ?*

Mon papa ne répondit pas. Et plus personne n'eut envie de parler de toute la soirée.

Tard dans la nuit, je me suis levé, j'ai ouvert le tiroir de la commode et j'ai sorti un vieux tube de colle forte. Tant bien que mal, j'ai recollé les morceaux du cochon. Et avec mon crayon feutre, entre ses deux oreilles, j'ai écrit, «La Bourse ou la vie ?»

Soulagé, je me suis rendormi et, en rêve, le cochon m'a répondu : «La Bourse et la vie».

Raoul Liadéfrite



Sous un titre accrocheur (pour plaire aux tenants de la "fin de l'économie" comme à ceux qui ont vu "la fin de l'histoire" ?), voici le livre d'un sociologue, qui, après avoir bien ri des propositions de Jacques Duboin, y arrive par un autre chemin, sans le revenu universel, donc au sein du capitalisme...

Un fidèle lecteur nous en envoie son analyse :

La fin des années chômage¹.

L'éloge du travail

Maints sociologues et économistes ont mis le travail en doute - sinon en miettes - le jugeant sur sa fin, en voie de disparition ou sans grand avenir. Guy Aznar dénonce ce pessimisme et ouvre son propos par un «Eloge du travail» qui fait craindre au lecteur une grave scission parmi ceux qui cherchent à donner un nouveau sens à notre société. En fait, il n'en est rien car, par une chirurgie novatrice, Guy Aznar donne au travail, proche de l'étouffement, un souffle «pluriel» qui le rend tout autre.

Avec beaucoup d'objectivité, l'auteur retrace le rôle historique du travail, son lien avec l'emploi qui, selon l'étymologie, nous "implique" dans la société, et nous assure une relative autonomie tout en nous reliant aux autres. Plus encore, et même si la force de travail en est souvent le maillon faible, «l'échange est le rituel majeur de la neutralisation de la violence, ce qui signifie que l'échange est le moment où se construisent les rapports sociaux».

L'auteur estime que la réduction du temps de travail, à laquelle il souscrit, ne réduit pas la portée de son "éloge". Il convient de réduire non seulement la durée du travail, pour travailler tous, mais surtout son importance. En effet, le travail n'est pas une valeur mais un moyen. C'est le produit du travail qui a une valeur, monétaire ou non. Elle résulte de l'équilibre établi entre la dépense fournie et la nature du résultat: effort physique ou intellectuel, intense ou bref, résultat monétaire, affectif, sécuritaire, social, intellectuel, etc. Ce constat conduit Guy Aznar à nier la fin du travail.

Bien sûr, le chômage, sans susciter pour autant la violence, rompt cette forme d'échange et crée un vide. Le combler par un revenu gratuit, dispensé au chômeur de banlieue, ne diminue pas sa hargne mais le dévalorise plutôt. Il en va de même des activités sportives et culturelles qui "occupent" la jeunesse, tout en lui refusant cet outil de la relation sociale que seul le travail peut donner.

Le chômage peut se résorber

Dans le même temps où le travail se réduit, en volume et en durée, de façon continue selon une tendance longue, l'explosion du chô-

mage est survenue à partir des années 70.

Elle constitue, aux yeux de Guy Aznar, "une boursoufflure" en voie de résorption. Il appelle "les trente chômeuses" ces années que caractérise une série de mutations brutales : chocs pétroliers, disparition du monde agricole, des charbonnages, de la sidérurgie, des constructions navales. Ces chocs ont été compensés, dans le secteur privé, par un accroissement de l'activité tertiaire, ramenant le déficit d'emploi à un million. Quant au secteur public, il créait, durant la même période, deux millions d'emplois, si bien qu'au total, en 1996, le niveau d'emploi dépasse de un million celui de 1973.

En fait, pour Guy Aznar, le chômage est le produit du "baby-boom" de l'après-guerre et de l'accès des femmes dans le monde du travail. À quoi s'ajoute l'interruption du mécanisme de "déversement". En effet, les transferts vers d'autres emplois, plus qualifiés, s'opèrent moins aisément, provoquant des engorgements, et donc du chômage.

L'auteur estime que ces causes conjoncturelles ne se renouvelleront pas. Pour autant, s'il admet que la croissance est source d'emploi, il s'interroge sur sa finalité. L'objectif quantitatif (créer plus d'emplois) doit s'effacer devant le souci qualitatif (vivre autrement), ce qui implique de produire moins d'objets superflus ou polluants et davantage de services humanisés. Cela peut se réaliser si on ne laisse pas «se développer le mécanisme aveugle de la croissance, mais si on l'oriente vers des stratégies choisies». L'on comprend que de tels propos aient conduit Guy Aznar à participer à la rédaction de l'ouvrage collectif intitulé *Vers une économie plurielle - un travail, une activité, un revenu pour tous*².

L'emploi pluriel: sa diversité, estimation de son volume et de son coût

Le salariat n'est pas, pour Guy Aznar, l'organisation définitive de l'activité économique. L'emploi pluriel fait éclater cette notion en additionnant, au temps de travail effectif, les temps de "pause" qui concernent l'étudiant, le salarié en formation, la femme en congé de maternité, le chômage "frictionnel" de faible durée. Ces "pauses" sont le contrepoint du travail, une sorte de respiration entre deux genres



1. sous-titre : la stratégie de l'emploi pluriel, auteur : Guy Aznar, édition : 1999 Syros - Alternatives économiques.

2. 1997 Syros-Alternatives économiques.

• • • de travail. C'est le travail qui les institue. Elles présentent la meilleure solution de réduction du temps de travail, tout en assurant une fonction sociale bénéfique à la société. L'emploi pluriel c'est aussi l'addition d'un travail "sédentaire" (CDI) et d'un travail "nomade" (intermittent). Il faut pouvoir «choisir des discontinuités de son travail sans subir de discontinuité de son revenu». La même alternance devrait jouer entre travail salarié et travail indépendant pour aboutir à un statut de "l'entrepreneur occasionnel". Ces diverses transitions ont en commun d'associer des activités socialement utiles à une garantie temporaire de rémunération, tout en constituant des passerelles vers d'autres emplois. L'auteur n'ignore pas les "activités" mais il les situe au-delà de l'emploi, estimant que les activités gratuites et bénévoles n'ont pas vocation à remplacer l'emploi. Elles ouvrent le champ libre aux choix individuels d'auto-production, de troc, d'engagements sociaux, familiaux et autres.

De manière très concrète, dans un développement qui couvre près de la moitié de son ouvrage, Guy Aznar répartit l'emploi pluriel selon trois axes: «investir dans les créations d'emplois», «aménager le temps de travail pour l'emploi», «organiser la mobilité pour l'emploi». Pour chaque type d'emploi, un collectif d'experts a évalué leur nombre potentiel et leur coût global. L'ensemble est exprimé en une série de tableaux et de graphiques. A ces indications chiffrées, s'ajoute, pour chaque type d'emploi,

un condensé qui fait le point de la situation (par exemple sur l'emploi dans le secteur associatif). Tout est abordé: le cadre juridique, les aides financières, la bibliographie, le site internet, etc. L'ensemble se conclut par un résumé de ce qui se fait à l'étranger dans le même domaine. Le bilan récapitulatif aboutit à la création de deux millions et demi d'emplois, en cinq ans, pour un coût global de 450 milliards de francs.

Une voix qui, elle aussi, est "plurielle"

Bien sûr, Guy Aznar admet lui-même que ses chiffres puissent être jugés un peu flous; mais ce qui compte c'est "la cohérence globale" et "la crédibilité", et sur ce point sa démarche mérite attention. Il faut souligner, en effet, que cette proposition d'emploi pluriel rejoint les réflexions de nombre de sociologues et d'économistes. Il y a notamment convergence avec l'ouvrage¹ de Jacques Nikonoff *Chômage: nous accusons ! mille milliards de francs pour l'emploi* qui prône, lui aussi, "un travail pour tous".

Bien que Guy Aznar rejette le revenu d'existence et l'allocation universelle, de crainte de voir s'instaurer ce qu'il nomme une sorte de "dualisation" de la société et de marginalisation des exclus du travail, est-il si éloigné des thèses "abondancistes" ? Elles proposent l'octroi d'un revenu personnalisé dans le cadre d'un contrat civique. Les divergences paraissent donc bien minces par rapport à l'importance de l'enjeu et à la volonté commune des chercheurs de donner un sens à notre société.

1. Editions Arléa, 1998.

le billet de Paul

Sommes-nous des mutants ?

Le tourbillon capitaliste fonctionne comme un cyclone : il aspire tout. Il ne nous restera bientôt plus qu'une existence abstraite, dépouillée de toute consistance.

Déjà nos cerveaux n'existent plus qu'en tant que récepteurs : leurs synapses sont téléchargées par les médias qui pensent pour nous, qui sont "nous".

Nos loisirs sont absorbés depuis longtemps par la voiture automobile, les parcs d'attraction, les voyages organisés toutes activités comprises, discothèque incluse, la télé bien sûr, mais ça, nous le savons déjà un peu. Ce dont nous ne sommes pas vraiment conscients, c'est que la glissade continue et on n'en voit pas les limites ! Bientôt, ce seront nos portables qui ne nous quitteront plus. Ils ne quitteront plus les plus fragiles des humains, nos enfants : et cela du chant du coq jusqu'au traîneau du marchand de sable. Jusque dans leurs rêves, jusque pendant leurs repas.

C'était autrefois "une bouchée pour Astérix, une pour Fantomas..." et parfois nos héros s'arrêtaient, causaient, avec un point d'interrogation en tête. Maintenant, c'est la bouche bée et les yeux exorbités que nos enfants sont aspirés par un monde virtuel où ils voient des monstres bondir et s'éclater, sans autre logique que la pulsion de détruire. Adieu les études littéraires ou la philo, elles sont inutiles pour "réussir" chez Toyota.

Notre nourriture viendra du Nouveau Monde, dans de petits pots stériles. Danone a déjà passé l'Atlantique, nos vignobles sont rachetés, nos fromages condamnés. Notre correspondance sera contrôlée par celui des hébergeurs d'Internet qui sortira vainqueur des OPA sur la toile, et qui gèrera nos achats, notre budget, nos retraites à partir de satellites loin par dessus nos têtes ! Notre Justice sera administrée par des Lords. Toutes nos réglementations seront le fruit d'un jeu de lobbies à Bruxelles, à la BCE ou à Wall Street. Notre religion nous sera insufflée par des psychosociologues recrutés par Manpower : plus besoin d'un Pape polonais, le Mur est tombé !

Ah ! j'oubliais ! Nous n'aurons même plus nos nuits pour nous retrouver avec nous-mêmes, elles seront ravagées par l'obsession des impayés : tu signes en 5 minutes, t'en prends pour 20 ans. Et Géant t'aura vendu à crédit des hectares sur la lune...

Et des ringards terriens comme moi, il n'y en aura plus !

ÉCO-nomie, ÉCO-logie : mêmes combats !

Il faut re-lie sans relâche ce que la "pensée unique" voudrait nous voir compartimenter. Le Discours cartésien de la méthode nous a appris à disséquer pour mieux analyser : tant, que nous avons souvent perdu la faculté de relier. Ainsi, les militants qui consacrent leur temps et leur énergie à l'Écologie sont-ils souvent suspectés d'avoir déserté les champs de bataille de l'Économie.

Pour avoir vendu "la Grande Relève" sur les marchés proches de mes Auberges de Jeunesse dès 1947 (et conservé depuis mes convictions) je n'en ai pas moins choisi de m'engager à fond dans la bagarre pour la survie de la Planète. Question d'urgence, mais aussi refus de choisir entre l'œuf et la poule !

Pour l'ultra-libéralisme triomphant, tout, absolument tout, peut être acheté ou vendu et transformé en profit. C'est la même motivation qui entraîne la pollution des mers, le saccage des forêts primitives, la mort des rivières par le cyanure, la vache folle, le réchauffement de notre atmosphère... et le licenciement sec de 1200 travailleurs, suivi de la montée des cours de l'entreprise qui les employait. Il n'y a donc pas de séparation à faire lorsque nous analysons causes économiques et conséquences écologiques.

Mais les choses ne sont pas aussi simples que cela et c'est là peut-être que les abondancistes tels que je pouvais l'être il y a vingt ans, ont un gros travail d'approfondissement doctrinal à effectuer. Pourquoi ?

— parce que si le pillage de notre terre et sa mise à sac organisée par la puissance du capital sont des faits évidents, il faut y ajouter : a) que le modèle de développement occidental a gagné d'autres contrées, b) que la vanité de la science est devenue facteur aggravant.

En effet, dans la clameur désespérée des pays pauvres ou "en voie de développement", on entend le cri «Nous aussi, on y a droit». Et qui leur reprocherait de ne pas mettre en question le modèle de développement de l'Occident ou du Japon ? Et, bien que cette révolte justifiée ne soit pas de même essence que la voracité capitaliste, elle n'en aboutit pas moins jusque chez des peuples qui se voudraient "socialistes" à la coupe à blanc des forêts, à la surpêche, à l'épuisement des sols qui rend les terres stériles à jamais.

Second facteur aggravant : dans l'inconscient de la communauté scientifique, l'équation «puisque'on peut... il faut» conduit inexorablement à des dérives folles, à des manipulations irresponsables. Puisque'on peut cloner une chèvre, on peut cloner un homme ; puisque'on peut implanter un embryon dans l'utérus d'une femme de 50 ans, allons-y ; puisque'on peut enrichir l'uranium qu'importe que les déchets soient radioactifs pour 10.000 ans... etc.

Hélas ! ceux qui raisonnent ainsi se targuent souvent d'être progressistes !

Je veux donc par ce billet, entraîner les lecteurs de la GR-ED à réfléchir avec moi sur deux points essentiels dont l'argumentation "économie distributive" devrait tenir compte :

- il faut re-lie économie et écologie et, comme nous y invite Edgar Morin, penser "trans-versalement"

- revoir la confiance aveugle du 19e siècle dans le "Progrès", qui avait entraîné chez nos grands-parents et chez nos parents, la certitude que le monde ne pouvait devenir que meilleur. L'abondance, en particulier, était un objectif enthousiasmant. Mais s'il est théoriquement et pratiquement possible à l'homme de produire (et de consommer) tout et n'importe quoi, comment réguler la production pour qu'elle devienne écologiquement non nuisible au devenir de la terre ? La "rudologie", science récente des déchets, devrait nous interroger là-dessus... (c'est une forme d'abondance...).

Pour conclure : comment imbriquer d'une manière indissociable **Écologie/Économie** dans la vision "distributive" ? Si l'abondance est possible (celle qui tue la rareté et rend dérisoire la capture du profit) comment en mesurer les risques dans certains domaines, pour une planète dont l'homme a désormais le sort entre ses mains ?

Le "petit homme", écrasé par les forces naturelles et assez raisonnable pour s'y soumettre, c'est fini ! C'est désormais "la petite terre" entièrement à la merci des hommes fous de puissance et d'orgueil...

Quand aurons-nous assez peur ? Et saurons-nous un jour gérer l'abondance sans dilapider ?

Philippe Robichon.

RÉPONSE. On ne saurait en vouloir à Philippe Robichon d'avoir choisi de mettre toute son énergie à se battre pour introduire un peu de raison écologique dans le système capitaliste, avant que la recherche du profit qui y pilote toute entreprise ait définitivement compromis la survie planétaire. Surtout si dans ce combat, notre ami a su conserver ses convictions.

Mais rassurons-le, à la GR-ED on n'a pas oublié de réfléchir, en suivant l'actualité, aux deux points qu'il cite. Nous avons souvent insisté ici sur le fait que s'il y a eu, de façon indéniable, et surtout au XXème siècle, d'immenses progrès de la connaissance scientifique et, par suite, de la technologie, tout reste à faire pour qu'ils soient transformés en progrès social : ils ont été accaparés pour augmenter les profits des entreprises, en méprisant totale-



• • • ment toutes leurs retombées, tant sur le plan humain que sur le plan écologique, dès lors que les entreprises actuelles n'ont pour seul objectif que la rentabilité, c'est-à-dire la croissance. Car nous expliquons que cette croissance à tout prix est inhérente au système capitaliste : l'obligation de croissance découle du fait que la monnaie capitaliste est créée par des institutions d'intérêt privé avec pour seul critère que cette création (sous forme de crédits, soit environ 85 % de la masse monétaire pour prendre l'exemple de la France) leur rapporte un intérêt. Du coup, pour rembourser capital plus intérêts, pour verser des dividendes à leurs investisseurs, les entreprises sont condamnées à croître, à se battre pour "gagner des parts de marché", sinon elles font faillite, ou sont absorbées par de plus grosses qui obéissent aux mêmes impératifs de rentabilité. Et nous allons plus loin, puisque nous proposons un système conçu précisément pour que la rentabilité ne soit plus l'objectif de toute entreprise : un système dans lequel la monnaie n'est pas créée par intérêt privé et ne peut pas être prêtée contre paiement d'un intérêt, elle équilibre l'offre et la demande en n'étant qu'un pouvoir d'achat. En supprimant l'obligation de croissance à tout prix, l'économie distributive permet à toute entreprise d'avoir d'autres objectifs et d'autres considérations que la rentabilité financière.

Enfin, depuis maintenant dix ans, nous sommes plus précis dans l'organisation possible d'une société distributive, en soutenant l'idée qu'elle s'organise autour de contrats civiques débattus au sein de conseils économiques et sociaux. Proposés par chaque citoyen pour choisir les activités par lesquelles il participera à la société qui lui assure ses revenus, ces contrats permettent d'organiser la production non seulement en fonction des besoins, mais aussi de discuter publiquement, démocratiquement, et selon le principe de subsidiarité, de toutes les incidences, de tous les aspects de la production et de décider en prenant en compte tous les critères pertinents et non plus seulement la rentabilité financière. C'est bien ainsi que peuvent être conciliées économie, écologie et... démocratie. Car c'est bien ainsi que l'ensemble des citoyens sera à même d'organiser la distribution équitable, et entre tous les humains, des richesses produites selon les méthodes jugées les meilleures, après considération de tous les points de vue, éthiques, moraux et écologiques compris, de conserver et préserver sa petite terre, de refuser les entreprises d'hommes fous d'orgueil et de puissance, bref de gérer enfin l'abondance possible sans pour autant dilapider notre héritage commun.

M-L D.

À propos de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Autriche nous avons reçu la réflexion suivante d'un lecteur :

Les réactions à l'arrivée du parti de Haider au gouvernement autrichien... se trompent de cible. Elles n'ont pour effet que de permettre aux "14" de se refaire une virginité à peu de frais tout en développant la mystification de l'antifascisme. Car Haider n'est pas Hitler, les données ne sont plus les mêmes, mais que dire de ces manifestations qui ne dénoncent pas le pays qui, depuis des décennies, domine le monde culturellement, militairement, économiquement, sans doute que le Coca-Cola/MacDo rend le fascisme plus soft ? Haider, outre ses propos empreints de nostalgie d'un passé trouble, n'est qu'un adepte de l'ultra-libéralisme pur jus, comme le montre son programme largement escamoté lors des manifestations : baisse des dépenses publiques, des allocations chômage, des charges patronales, licenciements dans la fonction publique, réformes des retraites, privatisations. Or ce programme, on le retrouve dans nombre de partis en Europe : en Grande-Bretagne, Blair, tatchériste de "gauche" ne dit pas autre chose : tout pour le marché et vive la mondialisation !

La mondialisation, malgré les efforts déployés par les thuriféraires du système, a du mal à cacher ses effets néfastes, dont le chômage et ses conséquences désastreuses, sorte de lynchage social, est un des effets les plus marquants. A Seattle, le melting pot des manifestations a dérangé la messe de l'OMC. Ce n'est qu'un essai qui demande à être transformé, ainsi malgré l'occultation opérée par les médias aux ordres, des grèves se développent, malheureusement teintées de corporatisme. Ne pas succomber aux sirènes de l'antifascisme, aux rengaines démagogiques des Haider et compagnie. Mais faire prendre conscience à tous ceux qui pensent encore pouvoir réformer le système, que le seul responsable de l'état de déliquescence vers lequel tendent nos sociétés, c'est ce système lui-même, autrement dit le capitalisme. Et que sa disparition devrait se faire par la recherche d'une troisième voie, de plus en plus indispensable pour prendre en compte les besoins de l'ensemble de la population.

Jean Le Rigolleur.



Vous avez déjà compris, je crois, la sympathie que j'éprouve, d'une manière générale, pour ceux qui ont le courage de proposer de véritables changements, des alternatives efficaces (sinon pures et dures) pour remédier à la déconfiture de notre système actuel, qu'il soit économique ou politique...

Je suis de ceux qui croient à la nécessité d'un nouveau système économique (meilleur partage - distribution ? - des biens entre pays développés et sous-développés, travailleurs et non-travailleurs, etc...). Toutefois, je ne crois absolument pas à la fin du travail (nos machines ne nous remplacent pas dans le secteur "non-marchand" : santé, enseignements...).

... Je reste partisan d'une allocation universelle pour tous, accompagnée d'une prime (assez stimulante !) proportionnelle au travail. Sinon, nous retournerons à une société de type romaine : quelques dirigeants trop bien payés pour ce qu'ils font, nombreux "plébéiens" payés à ne rien faire, nombreux travailleurs-esclaves condamnés à travailler trop (jour après jour, et au-delà des limites d'âge raisonnables !).

Je crois donc à une nécessaire redistribution du travail à faire. Si beaucoup de chômeurs le sont involontairement, il faut reconnaître que certains (sinon tous) ont une certaine part de responsabilité dans leur situation. ... Je pense aussi par exemple aux jeunes qu'on laisse s'engager (au nom de la liberté individuelle) dans des études ne conduisant généralement à aucun emploi (publiciste, etc.) alors que la société a besoin d'infirmières, d'enseignants, de facteurs, de chauffeurs de bus, etc.

Encore faudrait-il que la société (nous en sommes tous responsables) reconnaisse la valeur du travail fourni en secteur non marchand et cesse de considérer infirmières et enseignants comme des espèces de "bonnes sœurs" bénévoles, taillables et corvéables à merci.

... La question de savoir s'il faut remplacer la monnaie actuelle par une sorte de carte de rationnement pourrait se discuter, mais je n'en vois finalement pas vraiment l'intérêt. De même, il y a sans doute beaucoup de manières possibles de partager l'emploi disponible, mais il ne faut en aucun cas sous-estimer les besoins en cette matière (seule la production de biens matériels est automatisée grâce aux machines, la production de ce que j'appellerais les services humains, sauf quelques exceptions, ne saurait pas l'être).

J.M.J. Verviers

RÉPONSE. Nous ne croyons pas plus que vous à la fin de tout travail. Celui qui fond est celui qui est automatisable, il relève du secteur marchand. Et c'est parce qu'il fond qu'il ne peut plus être la mesure des revenus.

Mais cette grande relève doit permettre aux gens de s'épanouir dans des activités hors marché, épanouissantes et conviviales, culturelles, artistiques, scientifiques, etc. et ces activités doivent être choisies le plus librement possible, tout le long de la vie, dès lors que les tâches qui demeurent nécessaires à la production des biens essentiels sont assurées. Voilà pourquoi nous préconisons le droit à un revenu universel en même temps qu'un devoir de participation. C'est pour que cette participation soit le plus possible à l'initiative du citoyen que nous la voyons sous la forme d'un contrat civique à débattre. C'est ce débat public qui permettra de reconnaître la valeur de toute activité, y compris celles qu'on désigne aujourd'hui par "non marchandes". Nous admettons qu'au début ceci puisse aussi conduire à un supplément de revenu pour un contrat particulièrement bien rempli (la "prime"), en pensant que cela évoluera. Mais nous ne croyons absolument pas que c'est la perspective d'un emploi qui doit orienter la formation des jeunes.

Les vices générés par la monnaie capitaliste rendent évident le besoin de son remplacement : cette monnaie, unité de mesure qui n'est plus gagée sur rien de mesurable, n'est créée que pour rapporter un intérêt : elle oriente donc évidemment toutes les activités vers le profit financier et on constate chaque jour à quelle course en avant mène ce type de profit, à quelle croissance accélérée à tout prix, n'importe comment, au mépris de tout respect de l'homme et de son environnement.

Loin de parler d'une carte de rationnement, nous proposons une monnaie qui soit gagée sur les produits disponibles pour permettre tout simplement d'en gérer le transfert de leur producteur à leur consommateur, de façon à ce qu'il y ait à chaque instant équilibre entre biens disponibles et pouvoir d'achat. Les services humains restant du domaine de la qualité et non de la finance.

M-L D.

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
	(dix exemplaires)	ou	350 FF
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E
<i>par avion, nous consulter</i>			

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N° 13 402 39 M Paris
ou par mandat ou chèque bancaire
B P 1 0 8
78115 LE VÉSINET Cédex

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au Groupe Liègeois pour l'économie distributive (GLED), c/o Lucien Gosset, rue Hansez, 21, B 4630 Micheroux. Compte postal 000-0660548-75.



SUGGESTIONS DE LECTURES :

- **KOU, L'AHURI** ou
LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.

Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996 (prix 65 F, franco).

- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**

Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer certains mécanismes (110 F, franco.)

- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**

Texte d'une conférence rédigé par André Prime (25 F, franco).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**

Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie (25 F franco).

- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple :

N°972 **LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?**

N°984 **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?**

N°989 **RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,**

N°992 **L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).**

on peut les commander au journal,
BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

NOS LECTEURS RECOMMANDENT :

- *Maison de la presse*, 06000 NICE,
- *Point H*, gare SNCF, 06000 NICE,
- *Myrove*, librairie, pap. *Les Isnards*, 13770 VENELLES
- *Au fil des mots*, 29 rue B.Palissy, 47300 VILLENEUVE SUR LOT,
- *La Civette du Centre* 110 rue de Verdun 59450 SIN LE NOBLE
- *Le cheval dans l'arbre*, bd Mal Joffre, 66400 CÉRET,
- *Au Moulin à papier*, 44 Cours Richard Vitton, 69003 LYON,
- *La Gryffe*, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007 LYON,
- *Librairie Parallèle*, 47 rue Saint Honoré, 75001 PARIS,
- *Publico*, 145 rue Amelot, 75011 PARIS,
- kiosque *Rémy Castanier*, Galerie Mayol, 83000 TOULON,
- *presse-lib-papet*. Centre Comial la Rode, 83000 TOULON,
- kiosque 19 av. De Lattre de Tassigny, 83000 TOULON.

Bibliothèques recevant la GR-ED

44041 NANTES 15 rue de l'Héronnière

75006 PARIS 78 rue Bonaparte

75014 PARIS Mairie du XIV ème

76400 FÉCAMP, 5 rue Théagène Boufart

92000 NANTERRE 2 rue de Rouen

92000 NANTERRE 6 Allée de l'Université

92100 BOULOGNE Mairie

97489 SAINT DENIS DE LA RÉUNION, Université

en Belgique :

WAVRE *Bibl. Lefevere*, Chaussée des Nerviens, 25.

et en Suisse :

1211 GENÈVE *Palais des Nations*, Bureau 56

A bonnés, même si vous n'achetez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions, établi selon vos observations, un palmarès des adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence EN VOUS RECOMMANDANT DE LEUR APPORTER VOTRE CLIENTÈLE (et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal, parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela).

Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse... qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

La Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Fondé en 1934 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : D É D É, LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS Diffusion : par les NMPP

Commission paritaire N° 57434 ISSN: 0398-2076

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

